



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 9 NOVEMBRE 2016

Félix Prosper Basse : mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.

- Activités des composantes de la MONUSCO
- Activités de l'Equipe-pays
- Situation militaire

Un engin explosif a éclaté violemment hier matin à Keyshero, un quartier situé à l'ouest de la ville de Goma dans la province du Nord-Kivu, au moment où des casques bleus du bataillon indien de la MONUSCO faisaient leur sport matinal.

L'explosion a provoqué la mort d'un enfant et fait plusieurs blessés dont un civil et 32 casques bleus parmi lesquels 5 blessés graves reçus à l'hôpital de la MONUSCO.

Suite à cet incident, Maman Sambo Sidikou, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en République démocratique du Congo, a, à travers un communiqué de presse publié hier soir, présenté ses profondes et sincères condoléances à la famille éplorée et aux habitants de Goma, en déclarant : « *je réitère par ailleurs mon soutien et ma solidarité aux blessés et à tout le bataillon indien de la MONUSCO. La MONUSCO reste déterminé à assumer sa mission de protection des populations civiles en appui aux efforts du gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national.* »

Activités des Composantes de la MONUSCO :

Dans le cadre de la protection des civils, de la lutte contre l'impunité et de la restauration de l'autorité de l'Etat, le Tribunal militaire de garnison de l'Ituri, en partenariat avec la MONUSCO, le PNUD et certaines organisations des droits de l'Homme, a siégé en 1^{er} degré en chambres foraines du 27 septembre au 5 novembre 2016 à Gety.

Le tribunal de céans a connu des dossiers de quinze (15) prévenus (dont trois femmes civiles) poursuivis pour des infractions militaires et/ou de droit commun, et des crimes de guerre à travers la commission d'assassinats ou autres meurtres. La MONUSCO, à travers ses sections UNPOL et Droits de l'Homme, a pris activement part à l'organisation matérielle et logistique desdites audiences et aussi en offrant ses bons offices aux acteurs judiciaires concernés.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

A l'issue de dix jours d'audience foraine, le tribunal militaire de garnison a condamné onze personnes et acquitté deux autres le 5 novembre 2016.

Les onze personnes ont été condamnées pour des peines allant de 6 mois à 20 ans de prison ferme. Deux autres ont été acquittées, dont une femme accusée de participation au mouvement insurrectionnel.

Selon André Bukasa, greffier du tribunal, la plus grande peine est celle écopée par un sergent des FARDC, condamné à 20 ans de prison pour avoir tué sa femme.

A Dungu, comme à travers le monde, la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes a été célébrée le 2 novembre.

A cette occasion, les professionnels des médias se sont réunis au quartier général de la MONUSCO-Dungu pour discuter de sujets d'intérêt commun.

Organisée par la Section de l'Information publique de la MONUSCO-Dungu, en partenariat avec le « Forum de la Presse », cette activité visait à renforcer les capacités des participants, notamment, les rédacteurs en chef et les secrétaires de rédaction, en vue d'assurer une bonne maîtrise de la pratique journalistique au quotidien mais aussi en période électorale.

Les échanges ont tourné autour de la problématique relative à la protection des journalistes dans l'exercice de leur métier, notamment lorsqu'ils mènent des investigations sur des sujets à connotation politique et sécuritaire, sujets jugés "très sensibles".

Le responsable de la Section de l'Information publique de la MONUSCO-Dungu leur a prodigué des conseils pertinents, en les exhortant à non seulement se préoccuper de leur propre protection mais aussi celle des populations pour lesquelles ils travaillent ; et surtout à respecter les règles d'éthique et de déontologie de leur profession.

Par ailleurs, une mission conjointe d'évaluation composée de différentes sections de la MONUSCO à Dungu, notamment les Affaires civiles, l'Information publique, les Affaires politiques et la composante Police de l'ONU et du chef de la chefferie Wando, s'est rendue le 3 novembre 2016 au poste d'encadrement administratif de Duru, situé à 97 km au Nord de Dungu, province du Haut-Uélé, escortée par le contingent marocain et avec l'appui logistique de la MONUSCO.

Cette mission avait pour objectif, d'une part, de faire une évaluation sécuritaire de la région et tenter de désamorcer un conflit latent sous forme de tension croissante entre les réfugiés sud-soudanais et la population locale et d'autre part, procéder à l'instauration de l'autorité coutumière dans la même contrée.

Ainsi, après la confirmation des faits et en vue d'éviter la stigmatisation massive des réfugiés, le chef de chefferie Wando a lancé un appel à l'endroit de tous les dirigeants locaux en leur demandant de continuer à soutenir les réfugiés sud-soudanais.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Il a également averti les retournés congolais de ne pas falsifier leurs documents pour bénéficier de l'aide des humanitaires. Car, dit-il « falsifier une identité sud-soudanaise pour bénéficier de l'aide humanitaire pourrait conduire à la perte de la citoyenneté congolaise et par conséquent des droits de vote ». Il a ensuite recommandé au HCR et à la CNR (Commission nationale pour les réfugiés) de revoir leurs listes et récupérer les cartes distribuées aux citoyens congolais.

La mission a formulé quelques recommandations relatives au partage des informations collectées sur la situation des réfugiés entre les différentes structures d'appui, et aux différentes structures locales, de prôner pour la cohabitation pacifique entre les deux parties.

Sur un tout autre chapitre, la Section des Affaires civiles de la MONUSCO à Beni a sensibilisé le 28 octobre 2016, les enseignants et étudiants de l'Institut catholique du Mulo sur le mandat de la MONUSCO et les outils de la protection des civils déployés par la MONUSCO.

Soixante participants (57 étudiants et 3 enseignants) ont ainsi échangé avec les différentes sections sur les activités de la MONUSCO, notamment le Réseau d'Alerte Communautaire (CAN-Community Alert Network), le système d'alerte précoce (EWS-Early Warning System) et les conseils locaux de sécurité (LPC-Local Protection Committee).

Les préoccupations des participants ont plus concerné le soutien apporté par la MONUSCO aux FARDC dans le cadre des opérations conjointes contre les groupes armés. Ceci a été l'occasion de rappeler l'importance du soutien de la population notamment au travers du partage précoce de l'information, et de sensibiliser les étudiants dans la lutte contre le recrutement d'enfants dans les groupes armés.

Une activité similaire sera conduite ce 9 novembre 2016 au petit marché de Mayangose, à Biokene, en territoire de Beni, où Radio Okapi inaugurera sa nouvelle antenne ce week-end.

La population du territoire de Beni pourra écouter Radio Okapi sur sa fréquence locale de 92 FM. A partir de lundi 14 novembre, les habitants du territoire de Beni pourront écouter de 17h à 17h30 les informations locales sur la fréquence locale de Radio Okapi (92 FM).

Par ailleurs, le public de Beni est invité à participer à l'enregistrement de deux émissions « Parole aux auditeurs », le samedi 12 novembre, et, « Okapi Service », le lundi 14 novembre. L'enregistrement de ces émissions aura lieu à la salle VIHUM. Le public est attendu à partir de 9h00.

Police MONUSCO :

Dans le cadre de l'exécution de ses missions de protection des civils, UNPOL a effectué durant la période concernée: 21 missions dans 21 localités. A l'analyse de ces missions, il apparait que la situation sécuritaire générale reste fragile du fait de l'activisme des groupes armés, des conflits intercommunautaires, du banditisme classique et de la situation socio-économique des populations.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Durant la semaine écoulée, les équipes conjointes pour la mise en œuvre des Stratégies opérationnelles intégrées de lutte contre l'insécurité à Beni/Oicha et à Goma ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation. Au total, 112 appels ont été reçus sur les numéros verts. 45 interventions ont été effectuées et 28 individus ont été interpellés pour diverses infractions de droit commun.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 376 patrouilles de sécurisation dont 138 conjointes avec la Police Nationale Congolaise ont été effectuées. Par ailleurs, 15 escortes de hautes personnalités ont été réalisées par ces Unités.

Activités de l'Equipe-pays

7 millions de dollars américains pour les personnes affectées par les conflits intercommunautaires dans le Tanganyika :

Le Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo, Dr Mamadou Diallo, vient d'allouer 7 millions de dollars américains du Fonds humanitaire pour répondre aux besoins humanitaires de plus de 75 000 personnes affectées par le conflit intercommunautaire entre les Luba et les Twa vivant à Nyunzu dans la province du Tanganyika.

Cette allocation financera les projets de quatre ONG internationales et trois ONG nationales, couvrant plusieurs secteurs notamment la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la protection et l'éducation. Elle vient après celle de 4,1 millions de dollars alloués en 2015 dans la même zone afin d'apporter une assistance humanitaire aux populations victimes du conflit.

Les tensions entre les communautés Luba et Twa, dont les dernières manifestations ont commencé en 2013, sont liées à de multiples facteurs dont l'accès à la terre et l'accès aux ressources économiques.

Le Fonds Humanitaire a été établi en 2006 à l'initiative des donateurs, visant à octroyer un financement flexible et rapide pour répondre aux besoins humanitaires les plus critiques en RDC. Entre 2006 et 2016, le Fonds Humanitaire a alloué près de 890 millions de dollars américains qui ont permis de répondre cumulativement aux besoins d'environ 8 millions de personnes affectées par différentes crises humanitaires en RDC. En 2016, les contributions sont venues de la Belgique, de l'Irlande, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume Uni (DFID) et de la Suède.

Soutien des Nations Unies à la police judiciaire congolaise :

La Coordination nationale de la police judiciaire vient d'être dotée d'un réseau informatique et d'un guide du policier enquêteur grâce à l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le guide ainsi que le dispositif Intranet ont été officiellement remis au Commissaire général adjoint de la Police Nationale Congolaise le 7 novembre 2016. L'installation du réseau Intranet avec câble LAN - hybride à la Coordination nationale de la Police judiciaire permettra d'améliorer le partage des données en temps réel entre les différents services. Il pourra également faciliter l'interactivité entre la population et la police.

Le Guide du policier enquêteur a également été officiellement remis. Il s'agit d'un outil d'instruction et de formation de l'officier de Police judiciaire. Il est destiné à renforcer les capacités techniques et opérationnelles des officiers de la Police judiciaire.

Ces deux outils ont été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Pluriannuel d'Appui à la Justice (PPAJ), qui est une initiative conjointe du PNUD et de la MONUSCO pour accompagner la réforme de la justice en République démocratique du Congo.

Accès aux services sociaux de base : Inauguration de bâtiments construits et réhabilités dans la province du Sud-Oubangui

Dans la perspective de soutenir la stabilisation et le développement de la région Sud Oubangui, le Japon a financé à hauteur de 3 millions de dollars américains un projet de réponse rapide pour la stabilisation et la réintégration en faveur des communautés. Mise en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), cette initiative a permis entre autres la création de 825 emplois temporaires.

Plusieurs bâtiments ont été construits et réhabilités. Ils ont été inaugurés et remis officiellement le samedi 5 novembre 2016 en présence de Mme Eriko Asakura, Première secrétaire à l'Ambassade du Japon et de M. Alfredo Teixeira, Directeur Pays Adjoint au Programme du PNUD. Les édifices concernés sont : les bâtiments administratifs de deux secteurs, Songo et Lua, le palais de justice de Kungu, un commissariat du territoire, et deux marchés locaux à Songo et Lua. Trois infrastructures ont été réhabilitées : le bâtiment de secteur de Dongo, la prison centrale de Kungu et enfin le bâtiment administratif du Territoire de Kungu.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Capitaine Yassine Kasim, porte-parole militaire par intérim)

La situation sécuritaire dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo, a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO dans le cadre de l'opération dénommée « Red Kite » (Cerf-volant rouge), la traque des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), dans le but de mettre un terme à la récurrence de leurs exactions perpétrées contre les populations civiles, particulièrement celles implantées dans la région de Bili.

Il convient à cet effet de rappeler qu'entre les 4 et 7 juin 2016, la LRA avait lancé une série d'incursions dans les villages situés à proximité de la localité de Bili, et kidnappé soixante-six (66) individus. Ces attaques avaient provoqué le déplacement de deux-cents (200) civils, dont cent-dix (110) femmes, quarante (40) hommes et cinquante (50) enfants, vers Bili-centre.

En réponse à ces incidents, la MONUSCO-Dungu avait projeté dans les zones concernées, une Mission conjointe d'évaluation, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire, d'identifier les auteurs, de contrer leurs attaques, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Toutefois, les éléments réfractaires de la LRA ont poursuivi dans ce secteur leurs activités négatives.

Selon des informations livrées le 2 novembre 2016 par des sources concordantes basées dans la localité de Bili, située à 325 kilomètres au Nord-ouest de Buta, territoire de Bondo, province de Bas-Uélé ; les éléments de la LRA ont attaqué le 31 octobre 2016 les villages de Diazay et de Balay, où ils ont kidnappé huit (08) individus et violé une (01) fille résidant chez le chef local.

La victime a été évacuée vers l'hôpital de Bili pour sa prise en charge médicale.

Le même jour, des éléments de la LRA ont attaqué et pillé trois (03) pêcheurs sur les rivages de la rivière située à 23 kilomètres à l'Est de Duru, dans le groupement de Nambia.

A cet effet, l'armée congolaise a déployé ses troupes d'intervention rapide, principalement dans la région située à 8 kilomètres de Bili-centre, dans le but de contrôler la zone, de dissuader toute nouvelle attaque dans le secteur, et d'assurer une protection optimale des populations civiles.

En Ituri, la situation sécuritaire a été caractérisée dans les territoires d'Irumu et de Mambasa, par des opérations militaires menées par l'armée congolaise avec le soutien de la Force de la MONUSCO, respectivement contre les miliciens du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), et ceux du groupe Mayi-Mayi.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire d'Irumu, les troupes des FARDC ont poursuivi avec le soutien de la Force de la MONUSCO, la traque des éléments réfractaires du FRPI, dans le but de mettre un terme à leur activisme contre les populations civiles.

Dans la nuit du 30 au 31 octobre 2016, des troupes des FARDC ont lancé des opérations dans les localités de Tsadu (8 kilomètres à l'Ouest de Gety), Aveba et Isura, et capturé trois (03) éléments supposés appartenir au FRPI, impliqués dans un vaste pillage du bétail dans la zone.

Le 3 novembre 2016, des militaires des FARDC ont mené des patrouilles intensives dans la région située entre les localités de Bayomba et de Karatsi, et arrêté un (01) élément du FRPI.

Dans le territoire de Mambasa, les troupes des FARDC soutenues par la Force de la MONUSCO, poursuivent leurs opérations contre les éléments du groupe Mayi-Mayi, auteurs de nombreuses activités négatives dans cette partie de la province de l'Ituri.

Selon des sources concordantes, les troupes des FARDC ont mené pendant la période sous examen, des opérations vigoureuses contre les éléments du groupe Mayi-Mayi dénommé "UPLC", dans la région située près de la localité de Lulumu.

Le bilan qui reste à confirmer, fait état de la mort au cours de ces opérations, de Mumbere Sumbadede, le chef rebelle de ce groupe armé.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée imprévisible dans la région de Goma et volatile dans d'autres territoires de cette province, où l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, des opérations contre les groupes armés.

Dans la région de Goma, une recrudescence des activités négatives perpétrées par des éléments armés contre les populations civiles et les Casques bleus de la Force de la MONUSCO, a été rapportée pendant la période sous examen.

En effet, selon des rapports concordants, le 5 novembre 2016, des éléments armés non identifiés ont tué un (01) individu près de sa résidence située dans le quartier Katindo de Goma.

Le 6 novembre 2016, des éléments non identifiés ont tiré sur deux (02) motocyclistes en déplacement de Sake vers Goma, tuant sur-le-champ l'un (01) d'entre eux et blessant grièvement l'autre, qui a été évacué pour des soins appropriés, vers une clinique à Goma.

Le 8 novembre 2016 à 7 heures 43, une explosion dont les causes restent à déterminer, a été rapportée au quartier Keyshero, situé dans la partie occidentale de Goma, pendant que des Casques bleus du bataillon Indien de la Force de la MONUSCO étaient engagés dans une séance de sport.

Le bilan établi immédiatement après cet incident a fait état de trente-deux (32) soldats de la paix blessés, et d'un (01) enfant tué. Les blessés ont été évacués vers des centres hospitaliers pour leur prise en charge médicale.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La Force de la MONUSCO a immédiatement projeté sur les lieux des troupes d'intervention rapide, dans le but de dominer le terrain, de secourir et de faciliter l'évacuation des blessés.

Face à la récurrence de l'insécurité dans la région de Goma, la Force onusienne demeure, en soutien aux FARDC, en alerte maximale, dans le but d'identifier et de neutraliser les auteurs, mais également, d'assurer une protection optimale des populations civiles.

Dans les territoires de Beni et de Butembo, les Forces de Défense et de Sécurité congolaises soutenues par la Force de la MONUSCO, ont mené des opérations contre les éléments des groupes armés, notamment l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) et les Mayi-Mayi, dans le but de contrer leurs activités négatives, de restaurer l'autorité de l'Etat et de sécuriser les populations civiles.

Le 31 octobre 2016, environ vingt (20) éléments de l'ADF ont fait incursion dans la localité de Kitevya, située à 6 kilomètres à l'Ouest d'Oicha, tué sept (07) individus et provoqué la disparition de cinq (05) autres.

Des patrouilles conjointes d'intervention rapide MONUSCO-FARDC ont été déployées les 31 octobre et 1^{er} novembre 2016 dans la région concernée, dans le but de traquer les assaillants, de dissuader toute nouvelle attaque, de rassurer et de protéger les populations locales.

Le même jour, environ cinquante (50) éléments du groupe Mayi-Mayi munis d'armes blanches, ont attaqué le bureau de la Police Nationale Congolaise (PNC) déployé dans la localité de Mangina, située à 20 kilomètres au Nord-ouest de Beni.

Les policiers de la PNC ont riposté, repoussé l'attaque, tué trois (03) assaillants, capturé trois (03) autres et blessé plusieurs d'entre eux.

Le 2 novembre 2016, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont attaqué la localité de Kididiwe, située à 12 kilomètres à l'Est de Mavivi, et tué deux (02) agriculteurs.

Le 3 novembre 2016, les FARDC ont lancé une opération de grande envergure contre les éléments du groupe Mayi-Mayi dénommé "Corps du Christ" et leurs alliés basés sur le Mont Carmel, situé à 10 kilomètres à l'Est de Butembo, engagé les insurgés, délogé ces derniers et occupé la région.

Le 4 novembre 2016, des troupes des FARDC ont engagé des éléments de l'ADF dans la localité de Nyaleke, située à 6 kilomètres au Sud-est de Beni, et tué une (01) combattante de ce groupe armé.

Le 6 novembre 2016, des troupes d'intervention rapide des FARDC ont été promptement déployées dans la localité de Lesso, située à 2 kilomètres au Nord-est de Mayisafi, dans le but de contrer une attaque menée dans la région par des éléments de l'ADF.

Trois (03) insurgés du groupe armé précité ont été tués.

Dans le territoire de Walikale, des opérations conjointes MONUSCO-FARDC ont été lancées avec succès du 3 au 6 novembre 2016 dans les régions de Mpeti et de Kalembe, situées respectivement à 22 et 30 kilomètres

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

à l'Est de Pinga, dans le but de repousser la menace sécuritaire des éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), de dominer le terrain, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Dans le territoire de Rutshuru, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, a poursuivi ses opérations contre les éléments des différentes factions du groupe Mayi-Mayi, notamment Mazembe et Nyatura, dans le but de mettre un terme à leurs activités négatives perpétrées contre les populations civiles.

En effet, le 2 novembre 2016, les troupes des FARDC ont lancé une opération contre les positions du groupe Mayi-Mayi Mazembe situées près de la localité de Kibirizi, à 17 kilomètres au Nord-est de Nyanzale, et tué cinq (05) insurgés.

Le même jour, les militaires des FARDC ont arrêté trois (03) éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura, au cours d'opérations menées dans la localité de Nyanzale, située à 132 kilomètres au Nord de Rutshuru-centre.

Au chapitre des redditions dans la province, du 2 novembre 2016 à ce jour, onze (11) éléments des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : cinq (05) du groupe Mayi-Mayi Nyatura, un (01) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un (01) du groupe Mayi-Mayi Mazembe et quatre (04) de différents groupes Mayi-Mayi.

Au Sud-Kivu, les Forces onusienne et congolaise continuent de maintenir sous leur contrôle l'environnement sécuritaire, et ce, nonobstant l'activisme de quelques groupes armés, rapporté pendant la période sous examen.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure volatile et marquée par des accrochages liés aux conflits interethniques entre les communautés Luba et pygmées.

Le 3 novembre 2016, des éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi pygmées, ont attaqué et pillé la localité de Goi Ganga, située à 45 kilomètres au Nord de Manono-centre. Plusieurs maisons ont également été incendiées.

Cet incident a provoqué le déplacement des populations civiles vers Manono-centre.

La Force de la MONUSCO surveille étroitement la situation sécuritaire dans cette partie du pays, dans le but d'apporter en cas de nécessité son appui aux troupes des FARDC présentes dans le secteur.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené 1149 patrouilles armées, dont 364 nocturnes, et fourni 68 escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04